

SOMMAIRE

Prendre des mesures internationales sur le changement climatique

Les décisions qui seront prises lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique, qui aura lieu en décembre 2009 à Copenhague, auront une incidence sur tous les habitants de la Grande-Bretagne et sur tous les habitants de la planète pour de nombreuses générations à venir. Le présent document a été publié pour permettre à tous les habitants du Royaume-Uni de voir comment nous allons présenter nos arguments dans les négociations et pour faciliter les débats afin de leur permettre d'exprimer leurs propres points de vue.

Le défi que les négociateurs à Copenhague devront relever est à l'échelle mondiale. Les faits scientifiques démontrent clairement que nous devons limiter l'augmentation de la température mondiale à un maximum de 2 degrés Celsius (°C) au-dessus des niveaux pré-industriels pour avoir une bonne chance de réduire les risques de changement climatique dangereux à l'avenir. Mais les conséquences ne sont pas uniquement environnementales. L'inaction a des coûts économiques et financiers. Si nous n'agissons pas, les incidences sur notre mode de vie deviendront bien plus importantes et les coûts encore plus élevés.

La première partie expose pourquoi nous avons besoin de parvenir à un accord à Copenhague. Si le

Si l'on n'agit pas de toute urgence, lorsqu'un enfant né aujourd'hui atteindra 50 ans, le monde pourrait s'être réchauffé de jusque'à 2,5°C au-dessus des niveaux pré-industriels. Ce sera un monde qui connaîtra des changements radicaux

- Des températures estivales comme celles que l'on a connues en Europe en 2003 – été où l'on a enregistré une vague de chaleur record causant la mort de 35 000 personnes - seront régulièrement dépassées. Quelque 20 à 30% des espèces végétales et animales pourraient avoir disparu.
- La production alimentaire pourrait commencer à décliner – alors que la population mondiale devrait atteindre 9 milliards en 2050.
- De tels changements pourraient provoquer des millions de personnes déplacées supplémentaires
- Une réduction de 60% des glaciers de l'hémisphère nord, affectant potentiellement l'alimentation en eau potable d'un sixième de la population mondiale
- Des impacts graves sur beaucoup de nos plus importants écosystèmes

changement climatique continue sans restrictions, notre prospérité, notre environnement et notre sécurité seront mis en péril. Le Royaume-Uni est en butte à de plus grands risques d'inondations, de graves incidences sur notre agriculture et des étés d'une chaleur plus extrême, pesant lourdement sur nos services de santé et nos réseaux de transport et affaiblissant notre économie. Dans les pays en voie de développement, le changement climatique menace de résulter en une catastrophe humaine et écologique, avec des pénuries alimentaires et d'eau, une plus grande expansion des maladies et un nombre croissant de réfugiés climatiques. L'instabilité politique qui s'ensuivra pourrait avoir des conséquences majeures pour notre propre sécurité nationale. Le changement climatique pose un risque systématique pour notre économie.

Mais lutter contre le changement climatique c'est également saisir les opportunités. Le Royaume-Uni a de bonnes chances de bénéficier de l'énorme potentiel d'innovation dans les nouvelles technologies à faible émission de carbone et les industries vertes, dont on estime déjà la valeur à 3 trillions de livres sterling dans le monde et qui emploient 880 000 personnes au Royaume-Uni. La mise au point de sources d'énergie à faible émission de carbone réduira notre dépendance à long terme à l'égard des combustibles fossiles, rendant notre économie moins exposée aux prix instables du pétrole et garantissant une plus grande sécurité pour nos alimentations énergétiques à l'avenir. Les investissements en énergie à faible émission de carbone sont cruciaux pour notre reprise économique.

Seul un accord international peut relever le défi de la lutte contre le changement climatique. Aucun pays ne peut réussir à lui seul : c'est un problème mondial qui demande une solution mondiale. Tous les pays doivent avoir la certitude qu'ils n'agissent pas seuls et les pays les plus pauvres ont besoin du soutien des autres. Dans le prolongement des accords antérieurs et en en tirant des enseignements, nous devons mettre en place un cadre d'action détaillé qui s'appliquera à tous les pays et qui assurera que les engagements sont tenus.

Il y a urgence en la matière. Plus nous tardons à agir, plus les conséquences du changement climatique deviendront graves et plus les coûts des mesures que nous serons contraints de prendre ultérieurement seront élevés. Un élan politique international a pris de l'ampleur en route vers Copenhague depuis deux ans : nous devons maintenant saisir le moment.

La deuxième partie expose le type d'accord que nous voulons, décrivant les priorités principales du Royaume-Uni dans chacun des principaux volets des négociations.

Le Royaume-Uni fait tout son possible pour obtenir un accord qui est ambitieux, efficace et juste.

Ambitieux : Le Royaume-Uni est persuadé que l'objectif primordial de l'accord de Copenhague est de limiter le changement climatique à une augmentation de la température moyenne mondiale de 2°C. Ceci veut dire que l'accord doit établir une trajectoire crédible en vue de réduire les émissions mondiales de 50% au minimum par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2050 et de mettre en place dès maintenant des mesures en vue d'assurer que les émissions commencent à diminuer au cours de la prochaine décennie.

Les pays développés doivent montrer la voie, en fixant de nouveaux objectifs à caractère obligatoire de réduction de leurs émissions d'au moins 80% d'ici 2050, en poussant notamment les cibles à moyen terme au maximum pour y arriver. D'après une analyse du GIEC, les pays développés devraient collectivement réduire leurs émissions de 25 à 40% au-dessous des niveaux de 1990 d'ici 2020.

Le niveau d'effort et d'engagement des pays en voie de développement devra refléter leurs circonstances nationales, mais ils devront, eux aussi, prendre des mesures avec le soutien approprié des pays développés, pour se mettre sur la voie d'un développement à faible niveau d'émissions de carbone. D'après des recherches récentes, les émissions des pays en voie de développement devront en 2020 être approximativement de 15% à 30% inférieures aux niveaux prévus s'ils continuent sur la voie actuelle.

Un accord ambitieux doit également assurer que toutes les principales sources d'émission sont incluses, y compris celles qui sont dues à l'aviation et la navigation et à la déforestation.

Lutter contre la déforestation est d'une importance vitale : les émissions dues à la déforestation représentent un peu moins du cinquième du total général, alors que les forêts offrent également une vaste biodiversité et une grande valeur environnementale. Il est clairement de l'intérêt de la communauté internationale de préserver les forêts du monde, mais elles appartiennent aux pays dans lesquels elles se trouvent. Compte tenu des droits des communautés locales et des peuples indigènes qui les habitent, à Copenhague nous voulons atteindre un accord en vue de réduire la déforestation tropicale d'au moins 50% d'ici 2020, et d'arrêter la perte de la couverture forestière d'ici 2030 au plus tard. Nous voulons parvenir à un accord sur un financement substantiel dans un premier temps avant qu'un financement à plus long terme (provenant par exemple du marché du carbone) ne prenne effet.

Efficace : L'accord de Copenhague doit mettre en place un cadre offrant une certitude pour, et par conséquent stimulant les investissements, en énergie propre, en exploitation forestière et en utilisation et adaptation des terres durables.

Le Royaume-Uni soutient en particulier le développement d'un marché mondial du carbone pour encourager la réduction des émissions de manière rentable et pour fournir de grands flux de financement aux pays en voie de développement. Nous voulons voir l'adoption d'un cadre international qui soutient la coordination de systèmes de négociation des droits d'émission entre les pays développés d'ici 2015 ; qui établit de nouveaux systèmes sectoriels de négociation du carbone pour permettre aux pays en voie de développement les plus économiquement avancés d'avoir accès à un financement et à une réduction rentable des émissions dans des secteurs clés ; et qui réforme le mécanisme existant pour un développement propre (qui soutient les investissements d'un pays développé dans un pays en voie de développement et la génération de crédits de carbone) afin d'en améliorer l'efficacité générale et environnementale.

Il est essentiel de mettre au point et de déployer une technologie pour lutter contre les causes et les conséquences du changement climatique – de sources d'énergie à faibles émissions de carbone à la construction d'infrastructures qui peuvent soutenir les effets du changement climatique. A Copenhague, nous nous efforcerons d'assurer que les technologies existantes sont déployées plus rapidement d'un bout à l'autre du monde en partie en développant le marché du carbone et en partie en offrant un soutien politique et une assistance technique supplémentaire aux pays en voie de développement. Nous accélérerons également le développement de nouvelles technologies pour qu'elles puissent être déployées commercialement aussi rapidement et économiquement que possible, en augmentant les investissements dans les innovations et en améliorant la collaboration avec les pays en voie de développement.

Pour être efficace, l'accord doit être juridiquement contraignant pour toutes les parties, doté d'un régime de conformité efficace, et il doit assurer que les engagements de réduction des émissions de tous les pays sont transparents et sont mis en œuvre. Le Royaume-Uni demande par conséquent la mise en place de dispositions robustes de surveillance, notification et vérification (SNV).

Juste : Le changement climatique met en jeu une injustice fondamentale : il a été en grande partie causé par les émissions passées des pays industrialisés, mais ce sont les peuples les plus pauvres et les plus vulnérables qui en subiront les effets les pires et les plus précoces. Il est, par conséquent, très important que l'accord de Copenhague offre un soutien aux pays en voie de développement aussi bien pour faire face au changement climatique que pour agir sur celui-ci. Nous nous efforcerons d'assurer que les pays les plus pauvres et les plus vulnérables obtiennent le soutien financier dont ils ont besoin pour intégrer l'adaptation au changement climatique dans leurs processus de planification de développement

national, l'argent étant canalisé vers les endroits où l'on en a le plus besoin. Nous chercherons également à nous procurer un soutien international en vue d'obtenir de meilleures sources de renseignements climatiques permettant d'évaluer les risques futurs en matière de changement climatique et les connaissances sur les moyens d'adaptation.

Il faudra donc à Copenhague donner priorité à la mise en place du financement nécessaire au soutien des mesures qui seront prises par les pays en voie de développement sur les deux plans de l'atténuation et de l'adaptation. Une grande partie du financement de la réduction des émissions – et une certaine partie du financement de l'adaptation – proviendront probablement du secteur privé, et il sera essentiel que l'accord général mette en place des mesures qui encouragent ces investissements. Mais un financement public considérable sera nécessaire – à court terme en particulier pour assurer que les actions soient mises en œuvre assez rapidement et que les émissions atteignent leur maximum au cours de la prochaine décennie, et pour aider les pays à s'adapter.

A Copenhague, nous nous efforcerons d'assurer que les pays développés respectent leurs engagements en aide publique au développement (APD) et nous prendrons en compte le changement climatique. En outre, nous nous efforcerons également d'assurer qu'une proportion de financement climatique soit fournie en plus des engagements APD à long terme existants. Nous aimerions qu'un financement climatique soit fourni à l'avenir aussi bien par les pays en voie de développement (sauf les plus pauvres) que par les pays développés, les contributions étant calculées sur la base des émissions et de la capacité des pays à payer. Nous nous efforcerons d'obtenir un accord sur l'adoption de systèmes en vue de générer des revenus prévisibles en contrepartie d'actions sur le changement climatique, pour que les pays en voie de développement puissent prendre en toute confiance des mesures ambitieuses en sachant qu'ils auront l'argent pour le faire.

Pour aboutir un nouvel accord ambitieux, nous avons besoin d'institutions internationales robustes qui sont capables de mettre un accord en œuvre rapidement et à une échelle suffisamment grande. Dans tous les cas possibles, nous voulons réformer les institutions existantes et les développer en n'établissant de nouvelles institutions que lorsque c'est nécessaire. A Copenhague, nous nous efforcerons d'obtenir un accord sur des structures de gouvernance financière simples, justes et efficaces, comprenant une représentation égale de donateurs et de bénéficiaires dans un organisme de coordination de haut niveau sous l'égide de la CCNUCC. Nous voulons voir le financement climatique soutenir directement des stratégies nationales de développement du bas-carbone et prendre en compte le changement climatique, conformes aux normes de gestion financière agréées à l'échelle

internationale. Ceci permettra aux pays en voie de développement de prendre eux-mêmes des décisions sur les dépenses.

La troisième partie expose ce que le Royaume-Uni fait lui-même sur son territoire pour contribuer à l'effort climatique global. Depuis 1990, les émissions de gaz à effet de serre du Royaume-Uni ont été réduites de 20%, dépassant la cible qui nous a été fixée par le Protocole de Kyoto.

En vertu de notre loi de 2008 sur le changement climatique, nous sommes devenus le premier pays au monde à établir des 'budgets carbone' juridiquement contraignants, qui réduiront les émissions du Royaume-Uni de 34% d'ici 2020 et de 80% d'ici 2050. Plus tard cet été, le gouvernement va publier un livre blanc établissant une stratégie exhaustive en vue d'atteindre ces objectifs, créant les conditions au long terme d'investissement des entreprises dans l'économie sobre en carbone. Il comprendra nos politiques en vue d'aider les particuliers et les entreprises à améliorer leur efficacité énergétique, à augmenter la proportion d'énergie provenant de sources renouvelables à l'exemple du vent et de la biomasse à 15% d'ici 2020 ; à faciliter la construction de nouvelles centrales nucléaires en remplacement de celles qui doivent être fermées ; et à soutenir jusqu'à quatre projets de démonstration de capture et de stockage de carbone, nous mettant en position de leader mondial dans ces technologies vitales de réduction des émissions provenant des centrales à charbon. Le gouvernement est résolu à maximaliser les bénéfices économiques du passage à une économie sobre en carbone, à sauvegarder la sécurité énergétique du Royaume-Uni et à protéger les membres les plus vulnérables de la société.

Un accord ambitieux à Copenhague est impératif pour le Royaume-Uni. La réussite – ou l'échec – auront une incidence sur tous les habitants de ce pays, et sur les générations à venir. Le gouvernement mène la lutte en faveur de l'ambition mais il est également essentiel que le public fasse pression en faveur d'un accord solide à Copenhague, tant au Royaume-Uni que de par le monde. Nous avons besoin d'un accord qui soit assez ambitieux pour nous mettre sur la voie de l'objectif de 2°C ; et qui garantisse une action d'une ampleur suffisante pour déclencher les investissements et les actions nécessaires pour un passage rapide vers une économie bas-carbone. Tout le monde peut aider à militer en faveur de l'ambition à Copenhague.

L'accord de Copenhague est un premier pas vers un monde plus sûr et plus stable. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser passer cette opportunité.